



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.188/2
du 8 octobre 2025

advies 78.188/2
van 8 oktober 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
les modalités d'utilisation de
la subvention visant à
encourager les projets
innovants en matière de
sécurité lors des matchs
de football'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
modaliteiten van het gebruik
van de subsidie voor het
stimuleren van innovatieve
projecten rond veiligheid bij
voetbalwedstijden'

Le 8 septembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de Beliris à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'fixant les modalités d'utilisation de la subvention visant à encourager les projets innovants en matière de sécurité lors des matchs de football'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 octobre 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été rédigé par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 octobre 2025.

*

Op 8 september 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de modaliteiten van het gebruik van de subsidie voor het stimuleren van innovatieve projecten rond veiligheid bij voetbalwedstrijden'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 oktober 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is opgesteld door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 oktober 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FONDEMENT JURIDIQUE

1. Selon le préambule du projet, celui-ci se donne pour fondement l'article 108 de la Constitution, les articles 121 à 124 de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral', ainsi que « la loi de finances du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025 » sans autre précision.

S'agissant des articles 121 à 124 de la loi du 22 mai 2003, il y a lieu de relever que, si ces dispositions comportent certes un certain nombre d'habilitations au Roi, celles-ci concernent uniquement l'emploi et le remboursement des subsides alors que le projet vise avant tout à organiser l'octroi d'un subside.

Ces dispositions ne procurent donc pas de fondement juridique au projet, sauf, lesdites dispositions étant combinées au pouvoir général d'exécution des lois conféré au Roi par l'article 108 de la Constitution, en ce qui concerne les articles 15 et 16 du projet, qui sont uniquement relatifs au contrôle et au remboursement des subventions ¹.

Quant à la loi 'de finances pour l'année budgétaire 2025' du 20 décembre 2024, elle ne comporte aucune disposition de nature à procurer un fondement juridique au projet.

2. Interrogé sur les difficultés inhérentes à ce qui précède, le délégué a répondu :

« Nous nous fondons sur l'article 108 de la Constitution ainsi que sur le droit et le devoir du Roi d'exécuter les lois. Cela dans l'idée que l'arrêté royal est suffisamment justifié, dans la mesure où il tire des conclusions de l'esprit et de l'économie de la loi, en cohérence avec l'objectif qu'elle poursuit.

Le soutien à des projets innovants qui contribuent à la sécurité des matchs de football et qui peuvent inspirer des décisions politiques futures ainsi que des bonnes pratiques s'inscrit dans le cadre de l'objectif de la loi football, dont le but essentiel est d'assurer le bon déroulement des matchs en toute sécurité.

[...] ».

¹ Concernant des dispositions similaires aux articles 15 et 16 du projet ainsi que leur fondement juridique, voir l'avis 70.952/3 donné le 4 mars 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 juillet 2022 'fixant les critères d'octroi d'une subvention dans le cadre du Fonds Climat, Transition et Relance pour la construction d'un réseau de transport d'hydrogène'.

Ce raisonnement ne peut être suivi. En effet, l'exercice du pouvoir général d'exécution des lois conféré au Roi par l'article 108 de la Constitution suppose, par hypothèse, l'existence d'une loi. Ainsi, l'article 108 de la Constitution permet au Roi de dégager du principe de la loi et de son économie générale les conséquences qui en dérivent naturellement d'après l'esprit ayant présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit, sans en étendre ni en restreindre la portée ².

Or, aucune des lois invoquées au préambule du projet ne permet de dégager de son principe et de son économie le régime d'appel à projets et de subventionnement prévu par le texte en projet. Il en va de même de la loi du 21 décembre 1998 'relative à la sécurité lors des matches de football', citée dans les explications du délégué, puisqu'il s'agit d'une loi de police administrative et de sanctions pénales qui ne prévoit et n'implique, ni dans son principe ni dans son économie générale, l'octroi de subventions.

Il en résulte que dans son objet essentiel, à savoir l'octroi de subventions, le projet est dépourvu de fondement juridique au regard des dispositions invoquées au préambule et par le délégué.

3. En revanche, la section de législation relève qu'une disposition spéciale du budget général des dépenses, étant l'article 2.13.2 de la loi du 30 juin 2025 'contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2025', vise, au titre du programme 56.0 « programme de subsistance », les « subsides pour stimuler des projets venant du monde du football pour la sécurité des matchs ».

Cette disposition constitue une disposition spéciale du budget général des dépenses qui précise la nature de la subvention et qui, combinée à l'article 48, alinéa 3, deuxième phrase, de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral', peut, à défaut d'une loi organique, procurer un fondement juridique au projet, à la condition que l'octroi des subventions ici visées demeure limité à l'année budgétaire 2025.

Toutefois, conformément à l'article 48, alinéa 3, de la loi du 22 mai 2003, le Ministre du Budget doit être associé à l'élaboration du projet.

Or, l'accord du Ministre du Budget n'est pas visé au préambule du projet.

Interrogé sur ce point, le délégué a précisé que l'accord du Ministre du Budget a été demandé mais que les services concernés ont répondu que cet accord n'était pas nécessaire ³.

² Cass. (ch. réun.), 24 novembre 1924, *Mertz*, Pas., I, 1925, p. 25, et Cass., 5 mai 1970, Pas., I, 1970, p. 766.

³ Le délégué a en effet communiqué que Bosa avait « confirmé que l'accord du Ministre du Budget n'est pas nécessaire dans ce dossier et que l'avis de l'Inspecteur des Finances suffit, compte tenu également du fait que la circulaire relative à la prudence budgétaire n'est plus d'application ».

Cette réponse méconnaît l'article 6 de l'arrêté royal du 20 mai 2022 'relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion' qui prévoit :

« Conformément à l'article 32, alinéa 3, de la loi du 22 mai 2003 sont soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel, de circulaire ou de décision :

1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistantes ;

2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles ».

L'article 48, alinéa 3, deuxième phrase, de la loi du 22 mai 2003 imposant d'associer le Ministre du Budget à l'élaboration du projet, il faut constater qu'à défaut d'un accord de ce dernier obtenu dans le cadre des formalités liées au contrôle administratif et budgétaire, le projet ne pourrait advenir sur la base des seuls proposition et contreseing du Ministre ayant la Sécurité et l'Intérieur dans ses attributions.

Il conviendra donc soit d'obtenir l'accord du Ministre du Budget et de le viser au préambule soit d'inclure le Ministre ayant le Budget dans ses attributions comme Ministre proposant et contresignant le projet.

C'est sous la réserve de la suite à donner à ces observations que le projet est examiné.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE, SIGNATURE ET EXÉCUTOIRE

Les dispositions visées aux alinéas 3 et 4 du préambule ne procurent pas de fondement juridique au projet.

Seul l'article 48, alinéa 3, deuxième phrase, de la loi du 22 mai 2003, combiné avec l'article 2.13.2 de la loi du 30 juin 2025, peut lui procurer un tel fondement.

Par conséquent, il convient :

1° de viser également, à l'alinéa 2 du préambule, l'article 48, alinéa 3 ;

2° de remplacer, à l'alinéa 3 du préambule, le visa de la loi de finances du 20 décembre 2024 par le visa de l'article 2.13.2 de la loi du 30 juin 2025 'contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2025' ;

3° de supprimer l'alinéa 4 du préambule visant la circulaire sur la discipline budgétaire.

Enfin, selon la suite qui sera donnée à l'observation formulée sous le fondement juridique, il y aura lieu soit d'adapter le préambule pour y viser l'accord du Ministre du Budget, soit de mentionner aussi ce dernier comme Ministre proposant l'arrêté en projet et le contresignant.

En l'espèce, le projet est bien visé par cette disposition dès lors qu'il s'agit d'un arrêté réglementaire qui, par hypothèse s'agissant d'organiser l'octroi d'une subvention nouvelle spécifique, est « de nature à entraîner des dépenses nouvelles ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Au regard du principe d'égalité, il appartient à l'auteur du projet d'être en mesure de justifier par des motifs raisonnables que, comme il résulte du 3^o, l'octroi des subventions ici envisagées est réservé aux personnes morales, les personnes physiques étant ainsi exclues.

Par ailleurs, la limitation des bénéficiaires des subventions aux seules personnes morales « établies en Belgique », prévue par le même 3^o, pose également question au regard des articles 34, 49, 56⁴, 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et des principes qui en découlent, comme l'égalité de traitement, la non-discrimination, la reconnaissance mutuelle, la proportionnalité et la transparence.

Interrogé à ce propos, le délégué a répondu :

« Le projet d'arrêté royal a été élaboré afin de renforcer la sécurité dans et autour des stades de football et d'améliorer l'expérience des spectateurs. Il concerne les stades de football situés en Belgique. Des incidents impliquant des supporters (ou des groupes de supporters) se produisent régulièrement. Ceux-ci ont un impact sur l'expérience de la grande majorité des véritables amateurs de football. Le plan d'action 'Ensemble pour un football sûr' a donc été lancé pour lutter contre la pyrotechnie, le racisme et la discrimination. Le plan d'action est principalement axé sur les clubs de football et les stades belges, compte tenu des liens évidents avec le RBFA, la Pro League et la police [...]. Dans cette optique, il a été décidé, au niveau politique, de prévoir des subventions aux personnes morales établies en Belgique. Il s'agit de la réalisation d'un objectif national nécessitant une coopération étroite avec les acteurs locaux de la sécurité.

Le projet d'arrêté royal n'a pas pour objectif de perturber le marché intérieur européen ni les échanges commerciaux interétatiques, ni de renforcer la position des bénéficiaires de telle manière qu'un déséquilibre apparaisse à l'égard de leurs concurrents étrangers. Ceci également eu égard à l'impact limité du montant de la subvention. Si le Conseil d'État estime qu'il existe un risque de perturbation des échanges interétatiques en raison de la limitation aux personnes morales belges, il est proposé d'adapter la formulation comme suit :

'Ces personnes morales sont établies en Belgique ou dans un autre État membre de l'Union européenne' ».

Dès lors que le projet entend subventionner des projets qui « renforcent la sécurité lors des matchs de football », non autrement définis, la section de législation n'aperçoit pas la pertinence des justifications ainsi communiquées : en effet, il ne peut être exclu qu'une ou plusieurs personnes physiques formant le cas échéant une association de fait prennent l'initiative de proposer un projet innovant en matière de sécurité lors des matches de football.

Par conséquent, la limitation de l'octroi des subventions envisagées à des personnes morales uniquement doit faire l'objet d'une justification mieux étayée.

⁴ Voir en ce sens notamment l'avis 76.465/2 donné le 9 juillet 2024 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 décembre 2024 'portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, aux avis de sécurité et au service public réglementé'.

S'agissant de la limitation à des personnes morales établies en Belgique, la seule circonstance que le projet n'aurait pas pour effet, compte tenu du montant alloué, de « perturber le marché intérieur européen » ou « les échanges interétatiques » ne suffit pas à justifier cette limitation au regard du principe d'égalité.

Dès lors, la formulation proposée par le délégué sera employée à l'article 1^{er}, 3°, du projet et le reste du dispositif sera revu en conséquence ⁵.

2. Au 7°, les définitions des termes « subside » et « subvention » sont inutiles et seront omises.

Article 3

Le 2° dispose :

« Ce formulaire est rédigé en français, néerlandais et allemand et mis à disposition par l'administration ».

De deux choses l'une :

– soit cette disposition entend imposer à l'auteur de la proposition de remplir le formulaire dans les trois langues nationales ; dans ce cas, elle méconnaît la législation sur l'emploi des langues en matière administrative ;

– soit cette disposition impose à l'administration de mettre le formulaire à disposition dans les trois langues nationales ; dans ce cas, elle n'ajoute rien au droit en vigueur et est inutile ⁶.

Quelle que soit l'hypothèse retenue, cette exigence sera omise.

*

⁵ En particulier, les conditions prévues à l'article 3, 4°, a) et b).

⁶ Voir en particulier les articles 41 et 42 des lois 'sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

RECHTSGROND

1. Volgens de aanhef ontleent het ontwerp rechtsgrond aan artikel 108 van de Grondwet, aan de artikelen 121 tot 124 van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’ en aan “de Financiënwet van 20 december 2024 voor het begrotingsjaar 2025”, waarvan geen nadere precisering wordt gegeven.

Er dient te worden opgemerkt dat de artikelen 121 tot 124 van de wet van 22 mei 2003 weliswaar een aantal machtigingen aan de Koning verlenen, maar enkel in verband met de aanwending en de terugbetaling van de subsidies, terwijl het ontwerp er in de eerste plaats toe strekt de toekenning van een subsidie te regelen.

Die bepalingen verlenen dus geen rechtsgrond aan het ontwerp, behalve, wanneer ze gelezen worden in samenhang met de algemene bevoegdheid tot het uitvoeren van wetten die artikel 108 van de Grondwet aan de Koning verleent, aan de artikelen 15 en 16 van het ontwerp, die enkel betrekking hebben op de controle op en de terugbetaling van de subsidies.¹

De ‘Financiënwet voor het begrotingsjaar 2025’ van 20 december 2024 bevat dan weer geen enkele bepaling die rechtsgrond aan het ontwerp kan verlenen.

2. Op de vraag of het voorgaande niet tot problemen kan leiden heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Nous nous fondons sur l’article 108 de la Constitution ainsi que sur le droit et le devoir du Roi d’exécuter les lois. Cela dans l’idée que l’arrêté royal est suffisamment justifié, dans la mesure où il tire des conclusions de l’esprit et de l’économie de la loi, en cohérence avec l’objectif qu’elle poursuit.

Le soutien à des projets innovants qui contribuent à la sécurité des matchs de football et qui peuvent inspirer des décisions politiques futures ainsi que des bonnes pratiques s’inscrit dans le cadre de l’objectif de la loi football, dont le but essentiel est d’assurer le bon déroulement des matchs en toute sécurité.

(...).”

¹ Zie voor bepalingen die vergelijkbaar zijn met de artikelen 15 en 16 van het ontwerp en voor de rechtsgrond ervan, advies 70.952/3 van 4 maart 2022 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 20 juli 2022 ‘tot vaststelling van de criteria voor toekenning van een subsidie in het kader van het Klimaat-, Transitie- en Relancefonds voor de aanleg van een waterstoftransportnetwerk’.

Die redenering kan niet gevolgd worden. De uitoefening van de algemene bevoegdheid tot het uitvoeren van wetten die artikel 108 van de Grondwet aan de Koning verleent, veronderstelt immers hoe dan ook dat er sprake is van een wet. Zodoende maakt artikel 108 van de Grondwet het voor de Koning mogelijk uit het beginsel en de algemene opzet van de wet de gevolgen af te leiden die er op natuurlijke wijze uit voortvloeien, rekening houdend met de geest waarin de wet tot stand is gekomen en met de doeleinden die ze nastreeft, zonder dat Hij evenwel de draagwijdte van de wet kan uitbreiden of beperken.²

Noch uit het beginsel noch uit de algemene opzet van de wetten die in de aanhef van het ontwerp worden aangevoerd, kan echter de regeling inzake projectoproep en subsidiëring worden afgeleid waarin de ontworpen tekst voorziet. Hetzelfde geldt voor de wet van 21 december 1998 ‘betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden’ die in de toelichting van de gemachtigde aangehaald wordt, aangezien dat een wet inzake bestuurlijke politie en strafrechtelijke sancties is die noch in haar beginsel, noch in haar algemene opzet de toekenning van subsidies voorziet of impliceert.

Daaruit vloeit voort dat de essentie van het ontwerp, namelijk de toekenning van subsidies, geen rechtsgrond heeft in de bepalingen die in de aanhef en door de gemachtigde worden aangevoerd.

3. De afdeling Wetgeving merkt evenwel op dat een speciale bepaling van de algemene uitgavenbegroting, met name artikel 2.13.2 van de wet van 30 juni 2025 ‘houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2025’, wat programma 56.0 “bestaansmiddelenprogramma” betreft melding maakt van “toelagen voor het stimuleren van projecten uitgaande van de voetbalwereld rond veiligheid bij voetbalwedstrijden”.

Die bepaling vormt een speciale bepaling van de algemene uitgavenbegroting die de aard van de subsidie preciseert en die, gelezen in samenhang met artikel 48, derde lid, tweede zin, van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’, bij ontstentenis van een organieke wet rechtsgrond kan verlenen aan het ontwerp, op voorwaarde dat de toekenning van de hier bedoelde subsidies beperkt blijft tot het begrotingsjaar 2025.

Overeenkomstig artikel 48, derde lid, van de wet van 22 mei 2003 moet de minister van Begroting evenwel betrokken worden bij de uitwerking van het ontwerp.

In de aanhef van het ontwerp wordt echter geen melding gemaakt van de akkoordbevinding van de minister van Begroting.

² Cass. (Ver.K.) 24 november 1924, *Mertz, Pas.* 1925, I, 25, en Cass. 5 mei 1970, *Arr. Cass.* 1970, I, 823.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde geantwoord dat de akkoordbevinding van de minister van Begroting werd gevraagd, maar dat de betrokken diensten geantwoord hebben dat die akkoordbevinding niet vereist was.³

Aangezien artikel 48, derde lid, tweede zin, van de wet van 22 mei 2003 voorschrijft dat de minister van Begroting betrokken wordt bij de uitwerking van het ontwerp, dient te worden vastgesteld dat, indien diens akkoordbevinding niet verkregen wordt in het kader van de vormvereisten verbonden aan de administratieve en begrotingscontrole, het ontwerp geen doorgang zou kunnen vinden louter op grond van de voordracht en medeondertekening door de minister die bevoegd is voor Veiligheid en Binnenlandse Zaken.

Ofwel moet dus de akkoordbevinding van de minister van Begroting verkregen worden en moet de aanhef daar melding van maken, ofwel moet ook de minister bevoegd voor Begroting worden vermeld als minister die het ontwerp voordraagt en medeondertekent.

Het is onder voorbehoud van het gevolg dat aan deze opmerkingen wordt gegeven dat het ontwerp onderzocht wordt.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF, ONDERTEKENINGSFORMULIER EN FORMULIER VAN TENUITVOERLEGGING

De bepalingen die in het derde en het vierde lid van de aanhef vermeld worden, verlenen geen rechtsgrond aan het ontwerp.

Enkel artikel 48, derde lid, tweede zin, van de wet van 22 mei 2003, gelezen in samenhang met artikel 2.13.2 van de wet van 30 juni 2025, kan rechtsgrond verlenen aan het ontwerp.

Bijgevolg dient:

1° in het tweede lid van de aanhef eveneens artikel 48, derde lid, te worden vermeld;

³ De gemachtigde heeft inderdaad meegedeeld dat Bosa had “confirmé que l'accord du Ministre du Budget n'est pas nécessaire dans ce dossier et que l'avis de l'Inspecteur des Finances suffit, compte tenu également du fait que la circulaire relative à la prudence budgétaire n'est plus d'application”.

Dat antwoord is in strijd met artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 ‘betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole’, dat als volgt luidt:

“In overeenstemming met artikel 32, derde lid van de wet van 22 mei 2003 worden aan de voorafgaande akkoordbevinding van de Minister van Begroting voorgelegd: de voorontwerpen van wet[,], de ontwerpen van koninklijk besluit en ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing:

1° waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan;

2° waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan.”

In casu heeft die bepaling wel degelijk betrekking op het ontwerp, aangezien het gaat om een verordeningbesluit waardoor, aangezien het ertoe strekt de toekenning van een specifieke nieuwe subsidie te regelen, eventueel “nieuwe uitgaven kunnen ontstaan”.

2° in het derde lid van de aanhef de verwijzing naar de Financiënwet van 20 december 2024 vervangen te worden door de verwijzing naar artikel 2.13.2 van de wet van 30 juni 2025 ‘houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2025’;

3° het vierde lid van de aanhef, dat verwijst naar de omzendbrief budgettaire discipline, te worden weggelaten.

Tot slot moet, afhankelijk van het gevolg dat aan de opmerking over de rechtsgrond wordt gegeven, hetzij de aanhef aangepast worden zodat de akkoordbevinding van de minister van Begroting wordt vermeld, hetzij ook die laatstgenoemde vermeld worden als minister die het ontworpen besluit voordraagt en medeondertekent.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel moet de steller van het ontwerp een redelijke verantwoording kunnen geven voor het feit dat, zoals uit punt 3° blijkt, de toekenning van de hier beoogde subsidies voorbehouden wordt aan rechtspersonen en dat natuurlijke personen zodoende uitgesloten worden.

Voorts doet de beperking van de begunstigden van de subsidies tot louter de rechtspersonen die “in België gevestigd” zijn, zoals voorzien in datzelfde punt 3°, tevens vragen rijzen ten aanzien van de artikelen 34, 49, 56,⁴ 107 en 108 van het Verdrag over de werking van de Europese Unie (VWEU) en de beginselen die daaruit voortvloeien, zoals gelijke behandeling, non-discriminatie, wederzijdse erkenning, evenredigheid en transparantie.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Le projet d’arrêté royal a été élaboré afin de renforcer la sécurité dans et autour des stades de football et d’améliorer l’expérience des spectateurs. Il concerne les stades de football situés en Belgique. Des incidents impliquant des supporters (ou des groupes de supporters) se produisent régulièrement. Ceux-ci ont un impact sur l’expérience de la grande majorité des véritables amateurs de football. Le plan d’action ‘Ensemble pour un football sûr’ a donc été lancé pour lutter contre la pyrotechnie, le racisme et la discrimination. Le plan d’action est principalement axé sur les clubs de football et les stades belges, compte tenu des liens évidents avec le RBFA, la Pro League et la police (...). Dans cette optique, il a été décidé, au niveau politique, de prévoir des subventions aux personnes morales établies en Belgique. Il s’agit de la réalisation d’un objectif national nécessitant une coopération étroite avec les acteurs locaux de la sécurité.

⁴ Zie in die zin met name advies 76.465/2 van 9 juli 2024 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 20 december 2024 ‘tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, de veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst’.

Le projet d'arrêté royal n'a pas pour objectif de perturber le marché intérieur européen ni les échanges commerciaux interétatiques, ni de renforcer la position des bénéficiaires de telle manière qu'un déséquilibre apparaisse à l'égard de leurs concurrents étrangers. Ceci également eu égard à l'impact limité du montant de la subvention. Si le Conseil d'État estime qu'il existe un risque de perturbation des échanges interétatiques en raison de la limitation aux personnes morales belges, il est proposé d'adapter la formulation comme suit:

‘Ces personnes morales sont établies en Belgique ou dans un autre État membre de l'Union européenne’.

Aangezien het ontwerp ertoe strekt projecten te subsidiëren waarvan de enige omschrijving is dat ze “de veiligheid bij voetbalwedstrijden bevorder[en]”, ziet de afdeling Wetgeving niet in wat de relevantie van de aldus gegeven verantwoordingen is: het valt immers niet uit te sluiten dat een of meerdere natuurlijke personen die in voorkomend geval een feitelijke vereniging vormen, het initiatief nemen om een innovatief project rond veiligheid bij voetbalwedstrijden voor te stellen.

Er moet bijgevolg een beter onderbouwde verantwoording gegeven worden voor het feit dat de beoogde subsidies enkel aan rechtspersonen kunnen worden verleend.

Wat de beperking tot in België gevestigde rechtspersonen betreft, vormt louter de omstandigheid dat het ontwerp, gelet op het toegekende bedrag, niet zou leiden tot een verstoring van de interne Europese markt of van het tussenstatelijk handelsverkeer, geen toereikende verantwoording ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel.

Bijgevolg moet in artikel 1, 3°, van het ontwerp de formulering worden gebruikt die de gemachtigde voorstelt en moet de rest van het dispositief dienovereenkomstig worden herzien.⁵

2. De definities van de begrippen “subsidie” en “subvention” in punt 7° zijn overbodig en moeten weggelaten worden.

Artikel 3

In de bepaling onder 2° wordt het volgende gesteld:

“Dit formulier wordt in het Nederlands, Frans en Duits opgesteld en ter beschikking gesteld door de administratie.”

Het is het een of het ander:

– Ofwel wil die bepaling de indiener van het voorstel ertoe verplichten het formulier in de drie landstalen in te vullen, en in dat geval schendt ze de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

⁵ In het bijzonder de voorwaarden waarin artikel 3, 4°, a) en b), voorziet.

– Ofwel verplicht die bepaling de administratie ertoe het formulier in de drie landstalen ter beschikking te stellen, en in dat geval voegt ze niets toe aan het geldende recht en is ze overbodig.⁶

In beide gevallen moet dat vereiste weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX

⁶ Zie meer bepaald de artikelen 41 en 42 van de wetten ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966’.